

## Pour défendre notre métier, nos statuts, nos salaires... Il faut cesser de se prêter à la politique du dialogue social

Depuis mars, Macron poursuit les "réformes" et l'austérité qui ont plongé l'hôpital public et le système de santé dans une situation catastrophique : nouvelles restructurations et fermetures de lits, nouvelles mesures de financiarisation du système de santé, offensive contre les fondements mêmes de la sécurité sociale...

Dans l'Enseignement et la Fonction publique, les coups annoncés par E. Philippe (2 août 2018) s'enchaînent : évaluation et mise en concurrence des établissements, gestion de proximité des ressources humaines, destruction des CAP...



### GRENELLE ET AGENDA SOCIAL BLANQUER : de VÉRITABLES PIÈGES

Accélération des "réformes" et suppressions de postes vont de pair. Cela génère l'épuisement des personnels et soumet la jeunesse à la dégradation des conditions d'études et au renforcement de la sélection. Le Grenelle de l'éducation et l'Agenda social de Blanquer<sup>1</sup> sont liés. Ces multiples concertations visent à poursuivre (voire à finir) le travail engagé : renforcer, accélérer l'éclatement du cadre national de l'Enseignement public, et des garanties statutaires.

#### Revalorisation ou nouvelles attaques ?

Avec la poursuite du blocage du point d'indice, la pseudo revalorisation Blanquer ne peut conduire qu'à de nouvelles attaques avec la volonté affirmée de différencier la rémunération entre les personnels selon "les territoires", "l'innovation", le mérite...

#### Territorialisation, transfert de missions, voire privatisations...

Le transfert de la médecine scolaire de l'Éducation nationale au département, le passage des gestionnaires des EPLE "sous l'autorité fonctionnelle des collectivités territoriales"... (projet de loi 4D) se conjuguent à la loi de transformation de la Fonction publique qui rend possible le détachement d'office d'un fonctionnaire, favorise une nouvelle vague de transfert de missions, voire de privatisation. Tout cela s'articule aux mesures de territorialisation, d'éclatement du cadre national de l'école publique et du statut des personnels.

#### Réforme de l'Éducation Prioritaire : un bélier contre tout l'Enseignement public

La procédure de "contrat local d'accompagnement" (CLA) expérimentée dans des écoles, collèges, lycées de trois académies, c'est la logique de la contractualisation, du pilotage par projet, à la performance. L'objectif est la destruction de l'éducation prioritaire, d'engager un processus de "dénationalisation", par intégration dans la politique de la ville, des "territoires" : "rien ne se fera sans les élus locaux" (dépêche AEF). Un "chantage aux moyens qui va se traduire par une pression du management

<sup>1</sup> Agenda social : <https://www.education.gouv.fr/grenelle-de-l-education-306837#edugouv-summary-item-4> ; Les analyses d'Émancipation : <https://www.emancipation69.fr/?situation-sanitaire-grenelle-de-l-136.html>

sur les enseignants pour effectuer des charges de travail plus importantes, et adopter certaines pratiques ou certains projets pédagogiques". (SNES-13). Et l'annonce d'"évolutions réglementaires" confirme la volonté d'une généralisation à tout l'enseignement.

#### Réforme du recrutement et de formation des professeurs et CPE

Alors que le recrutement sur contrat s'élargit de plus en plus, l'introduction d'un entretien d'embauche dans le concours et le poids essentiel qui lui est donné, la levée de l'anonymat du candidat, la formation sur le tas et la formation/formatage menacent le métier et les garanties statutaires.

Les projets de pseudo revalorisation, les mesures de territorialisation de l'enseignement, la procédure de contractualisation (CLA), comme la réforme du recrutement, etc., tout a donné lieu à de multiples concertations avec les directions syndicales sur la base des projets de Macron-Blanquer.

### POUR UNE RIPOSTE À LA HAUTEUR DES ATTAQUES

#### → Définir clairement les revendications en exigeant :

- **l'abrogation des réformes réactionnaire** : du bac et du lycée, des mesures prises contre le collège, de Parcoursup...
- **le retrait de toutes les réformes et mesures de destruction de l'école publique** : éducation prioritaire ; attaques contre le statut (réforme du recrutement, individualisation des rémunérations, soumission aux contrats d'objectifs...) ; loi 4D de territorialisation...
- **la création de tous les postes statutaires nécessaires** (enseignants, CPE, AED, administratifs, TOS,...), et la titularisation de tous les personnels précaires,
- **l'abrogation ou le retrait de toutes les mesures liberticides** : levée immédiate de l'état d'urgence sanitaire, retrait de la loi de sécurité globale, du projet de loi contre les séparatismes...
- **la satisfaction des revendications des personnels hospitaliers** (arrêt des fermetures de lits, réouverture de ceux qui ont été fermés, embauche massive de personnel avec la création de postes, augmentation générale des salaires...
- **le déblocage et l'augmentation immédiate du point d'indice commun à toute la fonction publique**, le rattrapage du pouvoir d'achat perdu : une nécessité absolue pour une véritable revalorisation, et le recrutement de tout le personnel statutaire nécessaire.

#### → Cesser de faire le jeu du gouvernement en se prêtant au dialogue social sans cesse relancé par Macron et Blanquer !

Dialogue social et concertations n'ont qu'un objectif : engluer l'activité syndicale, introduire la division et entraver les mobilisations.

Alors que Blanquer annonce une "conférence de clôture" en février débouchant sur de nouvelles attaques et des mesures soumises au Parlement, il y a urgence : rompre immédiatement avec le "dialogue social" réaliser l'unité sur les revendications.

Non des journées d'action visant à faire pression sur le ministre mais un combat d'ensemble frontal avec l'objectif d'infliger une défaite au gouvernement, en favorisant l'auto-organisation.